

## REGION WALLONNE

F. 84 — 1569

**6 JUILLET 1984. — Arrêté ministériel fixant l'exercice de la chasse  
dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Cerfontaine, Froidchapelle et Couvin**

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de  
l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, et notamment les articles 1<sup>er</sup> et 10, modifiés par la loi du 20 juin 1963 et par l'arrêté royal du 10 juillet 1972;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 5<sup>e</sup>;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement de fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 17 novembre 1982, fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;

Considérant l'intérêt général que présente tant au point de vue cynégétique que forestier l'aménagement de la chasse par une sélection rationnelle du gibier en vue d'arriver à une amélioration des espèces et de tendre à une diminution sensible des dommages causés à la forêt;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que les arrêtés d'ouverture de la chasse doivent être pris avant le début de la saison de chasse;

Vu l'urgence,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté ne s'applique qu'à la partie de territoire située sur les communes de Cerfontaine, Froidchapelle et Couvin, qui est définie comme suit :

**Commune de Cerfontaine :**

Au nord : chemin de Cocriamont jusqu'à son intersection avec le Reveumont.

A l'est : rive droite du ruisseau du Reveumont jusqu'à l'intersection de la route de Géronsart-Cerfontaine, la route Géronsart-Cerfontaine jusqu'à la limite des propriétés François-Leriche.

Au sud : la limite des propriétés François-Leriche, la limite des propriétés Dehanschutter jusqu'à l'intersection de la route Boussu-en-Fagne-Froidchapelle.

La rive droite du ruisseau du Noir Spinoi, jusqu'à la limite du Bois Rousseau et du Walestru jusqu'à l'intersection de la route Boussu-en-Fagne-Froidchapelle.

A l'ouest : ligne droite directe Leers le Meni par le chemin des Brebis rejoignant la route jusqu'à l'intersection Virelles-Froidchapelle-Cerfontaine.

Route de Virelles-Cerfontaine au lieu-dit Hurteau jusqu'à l'intersection chemin Haut Fowia et jusqu'au Vivi Piyet et Coriamont.

**Commune de Froidchapelle; lieu-dit Hurteau/Martinsart :**

Au nord : intersection du chemin Haut Fowia en direction de Virelles jusqu'au ruisseau de la Hante, le ruisseau de la Hante jusqu'à son confluent au pont des Hamaldes, avec le ruisseau Vivier du Gouverneur.

Au sud : du pont des Hamaldes, le ruisseau du Vivier du Gouverneur jusqu'à l'intersection des chemins de Cerfontaine et Haut Fowia.

**Commune de Couvin, section Aublain :**

Au nord : l'intersection du bois le Sire et Bois Madame, et la route de Géronsart-Aublain et Bois Madame. Limite d'Aublain et Bois Madame, Bois Gérard jusqu'à l'intersection de la route de Boussu-en-Fagne-Aublain.

A l'est : limite Taille Fréchet jusqu'au lieu-dit la Baraque.

Au sud : le ruisseau du Gou. La plaine de la commune de Lompret, à l'ouest, intersection des communes Aublain-Lompret longeant le bois le Sire jusqu'à la route Boussu-en-Fagne-Aublain. Cette route jusqu'à la route Cerfontaine-Aublain, la limite du bois communal d'Aublain.

**Art. 2.** Dans le territoire défini à l'article 1<sup>er</sup>, par dérogation aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> a) de l'arrêté ministériel du 29 mai 1984 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1984-1985 dans la Région wallonne et sans préjudice des autres dispositions de cet arrêté :

a) le tir des chevrettes et faons de chevreuil est autorisé du 1<sup>er</sup> novembre au 15 décembre inclus;

b) le tir du sanglier est suspendu du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août. Est interdit le tir du marcassin et celui de la laie suitée.

**Art. 3.** Dans le territoire défini à l'article 1<sup>er</sup>, et par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 28 mai 1984 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à tir au brocard pour la saison 1984-1985 en Région wallonne, il est interdit de chasser le brocard pendant le mois de mai. En outre, est autorisé, du 1<sup>er</sup> septembre au 15 novembre, le tir du brocard boisé, en battue uniquement et à l'intérieur des bois.

**Art. 4.** En application des dispositions du troisième alinéa de l'article 10 de la loi du 28 février 1982 sur la chasse, le transport des chevrettes et faons de chevreuil est autorisé du 10 au 15 décembre inclus, et celui des brocards boisés du 1<sup>er</sup> au 30 septembre.

Ce transport n'est autorisé qu'entre le lieu de la chasse et le domicile du chasseur, et sur la production d'un certificat valable pour 24 heures rédigé par un fonctionnaire ou préposé des Eaux et Forêts, un gendarme ou un garde champêtre attestant que l'animal transporté entre dans l'un des types dont le tir est autorisé en vertu des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Le certificat est conforme au modèle annexé au présent arrêté et il est adressé par l'utilisateur, à ses frais, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1985, à l'ingénieur principal chef de service des Eaux et Forêts de la circonscription.

Le transport dont question ci-dessus ne peut être effectué que par la personne désignée sur le certificat et suivant l'itinéraire prévu.

**Art. 5.** Il est interdit de mettre sur le marché le gibier transporté dans les conditions prévues à l'article 4 du présent arrêté.

**Art. 6.** Les dérogations prévues au présent arrêté ne sont accordées qu'à titre expérimental et pour l'année cynégétique 1984-1985 seulement. Elles ne pourront être renouvelées qu'après approbation par le Ministre d'un rapport circonstancié établi par le groupe « chasse Cerfontaine » et après contrôle de l'Administration des Eaux et Forêts.

Bruxelles, le 6 juillet 1984.

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

M. WATHELET

## Annexe

**Certificat de transport d'animaux appartenant à l'espèce Chevreuil**

(Application de l'arrêté ministériel du 6 juillet 1984 fixant les dates de l'ouverture et de la fermeture de la chasse pour la saison 1984-1985 dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Cerfontaine, Froidchapelle et Couvin.)

Le soussigné (nom) (prénoms) .....  
 (qualité) .....  
 résidant à .....  
 déclare que (espèce, sexe et type) .....  
 transporté sous le couvert de ce certificat, a été tiré le (date) .....  
 à (commune) .....  
 par (nom et adresse) .....  
 Ce certificat est valable les vingt-quatre heures qui suivent la date mentionnée ci-après sur l'itinéraire de .....  
 à ..... via .....

A ....., le ..... 19...  
 (signature)

Sceau de la  
 chasse de Cerfontaine

A retourner aux frais du bénéficiaire à l'ingénieur principal-chef de service des Eaux et Forêts, à .....

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté ministériel du 6 juillet 1984.

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,  
 M. WATHELET

## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHE REGION

D. 84 — 1569

6. JULI 1984. — Ministerialerlaß zur Festlegung der Ausübung der Jagd in einem Teil des Gebietes der Wallonischen Region, der auf den Gemeinden Cerfontaine, Froidchapelle und Couvin liegt

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd und insbesondere der Artikel 1 und 10, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juni 1963 und durch den Königlichen Erlaß vom 10. Juli 1972;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Punkt 5;

Aufgrund des Erlaßes der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Erlaßes der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 17. November 1982;

In Anbetracht des allgemeinen Interesses, sowohl in weidmännischer als in forstlicher Hinsicht, einer Regelung der Jagd durch eine rationelle Selektion des Wildes, um eine Verbesserung der Arten zu erhalten und eine ansehnliche Verminderung der Schäden am Wald zu erreichen;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlaß vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, daß die Erlaße betreffend die Jagderöffnung vor Beginn der Jagdsaison erlassen werden müssen;

Beschließt der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens :

Artikel 1. Vorliegender Erlaß gilt nur für den Gebietsteil, der auf den Gemeinden Cerfontaine, Froidchapelle und Couvin liegt und wie folgt abgegrenzt ist :

Gemeinde Cerfontaine :

Im Norden : Weg von Cocriamont bis zur Kreuzung mit dem Revleumont.

Im Osten : rechtes Ufer des Revleumont-Baches bis zur Straßenkreuzung Géronsart-Cerfontaine, die Straße Géronsart-Cerfontaine bis zur Grenze der Grundbesitze François-Leriché.

Im Süden : die Grenze der Grundbesitze François-Leriché, die Grenze der Grundbesitze Dehanschutter bis zur Straßenkreuzung Boussu-en-Fagne-Froidchapelle.

Das rechte Ufer des Noir Spinoi-Baches bis zur Grenze des Bois Rousseau und des Walestru bis zur Straßenkreuzung Boussu-en-Fagne-Froidchapelle.

Im Westen : direkte gerade Linie Leers le Meni über den Weg des Brébis, bis zur Straße und bis zur Kreuzung Virelles-Froidchapelle-Cerfontaine.

Straße Virelles-Cerfontaine am Ort mit dem Flurnamen « Hurteau » bis zur Kreuzung Haut Fowia-Weg und bis zum Vivi Piyet und Coriamont.

Gemeinde Froidchapelle Ort mit dem Flurnamen « Hurteau/Martinsart » :

Im Norden : Kreuzung des Haut Fowia-Weges in Richtung Virelles bis zum Hante-Bach, der Hante-Bach bis zur Mündung seines Nebenbaches Vivier du Gouverneur an der Hamaides-Brücke.

Im Süden : von der Hamaides-Brücke, der Bach Vivier du Gouverneur bis zur Wegkreuzung Cerfontaine-Haut Fowia.

Gemeinde Couvin, Sektion Aublain :

Im Norden : Grenze zwischen dem Bois le Sire und dem Bois Madame und die Straße Géransart-Aublain und Bois Madame. Grenze von Aublain und Bois Madame, Bois Gérard bis zur Straßenkreuzung Boussu-en-Fagne-Aublain.

Im Osten : Taille Fréchet-Grenze bis zum Ort mit dem Flurnamen « La Baraque ».

Im Süden : der Gou-Bach. Die Ebene der Gemeinde Lompret, im Westen, Gemeindegrenze Aublain-Lompret längs des Bois le Sire bis zur Straße Boussu-en-Fagne-Aublain. Diese Straße bis zur Straße Cerfontaine-Aublain, die Grenze des Gemeindewaldes von Aublain.

Art. 2. In Abweichung der Bestimmungen von Artikel 1 a) des Ministerialerlasses vom 29. Mai 1984 zur Festsetzung der Eröffnung und der Schließung der Jagdsaison 1984-1985 in der Wallonischen Region und unbeschadet der anderen Bestimmungen dieses Erlaßes ist in dem in Artikel 1 abgegrenzten Gebiet :

a) das Erlegen der Ricken und Rehkitze vom 1. November bis zum 15. Dezember einschließlich erlaubt;

b) das Erlegen des Wildschweines vom 1. Januar bis zum 31. August suspendiert. Das Erlegen des Frischlings und der Bache mit ihren Frischlingen ist verboten.

Art. 3. In dem in Artikel 1 abgegrenzten Gebiet ist es in Abweichung von Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 28. Mai 1984 zur Festsetzung der Eröffnung und der Schließung der Rehbockjagd für die Saison 1984-1985 in der Wallonischen Region verboten, jeglichen Rehbock während des Monats Mai zu jagen. Ferner ist das Erlegen des Geweih tragenden Rehbocks vom 1. September bis zum 15. November erlaubt, und zwar lediglich auf Treibjagd und im Innern der Wälder.

Art. 4. In Anwendung der Bestimmungen von Artikel 10, Absatz 3 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd ist der Transport der Ricken und Rehkitze vom 10. bis zum 15. Dezember einschließlich und der Transport der Geweih tragenden Rehböcke vom 1. bis zum 30. September erlaubt.

Dieser Transport ist nur zwischen dem Jagdort und dem Wohnsitz des Jägers auf Vorlage einer für 24 Stunden gültigen und von einem Beamten oder Leiter der Wasser- und Forstverwaltung, von einem Gendarmen oder einem Feldhüter ausgestellten Bescheinigung zugelassen, in der bestätigt wird, daß das abtransportierte Tier zu einer der Arten gehört, die aufgrund der Artikel 2 und 3 des vorliegenden Erlaßes erlegt werden dürfen.

Diese Bescheinigung hat dem Muster, das diesem Erlaß beigelegt ist, zu entsprechen. Derjenige, der sich dieser Bescheinigung bedient, muß sie dem dienstleitenden Hauptingenieur der zuständigen Wasser- und Forstverwaltung auf eigene Kosten vor dem 1. Januar 1985 zukommen lassen.

Der obenerwähnte Transport darf nur von der auf der Bescheinigung benannten Person und auf der vorgesehenen Strecke vorgenommen werden.

Art. 5. Es ist verboten, das Wild, das unter den in Artikel 4 des vorliegenden Erlaßes vorgesehenen Bedingungen abtransportiert wurde, auf den Markt zu bringen.

Art. 6. Die im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Abweichungen werden nur versuchsweise und für die Jagdsaison 1984-1985 gestattet. Sie können erst erneuert werden, nachdem der Minister einen von der Gruppe « Chasse Cerfontaine » verfassten ausführlichen Bericht genehmigt hat, und nach Überprüfung der Wasser- und Forstverwaltung.

Brüssel, den 6. Juli 1984.

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Fortswesens,  
M. WATHELET

Anlage

#### Bescheinigung für den Transport von Rehe

(Anwendung des Ministerialerlasses vom 6. Juli 1984 zur Festlegung der Ausübung der Jagd in einem Teil des Gebietes der Wallonischen Region, der auf den Gemeinden Cerfontaine, Froidchapelle und Couvin liegt.)

Der Unterzeichnete (Name) (Vornamen) .....  
 (Eigenschaft) .....  
 mit Aufenthaltsort in .....  
 erklärt, daß (Art, Geschlecht und Gattung) .....  
 transportiert unter dem Schutz vorliegender Bescheinigung, am (Datum) .....  
 in (Gemeinde) .....  
 von (name und Anschrift) ..... erlegt wurde.  
 Diese Bescheinigung gilt während 24 Stunde ab dem nachstehenden Datum auf der Route von .....  
 bis .....  
 bei .....

Siegel  
der Jagd Cerfontaine

....., den ..... 19...  
(Unterschrift)

Dem Herrn Forstoberingenieur-Amtsleiter in .....  
auf eigene Kosten zurückzusenden.

Gesehen und genehmigt, um dem Ministerialerlaß vom 6. Juli 1984 beigelegt zu werden.

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Fortswesens,  
M. WATHELET

## VERTALING

## WAALSE GEWEST

**6 JULI 1984. — Ministerieel besluit betreffende de uitoefening van de jacht op bepaalde herten van het Waalse Gewest gelegen in een gedeelte van het grondgebied van de gemeenten Cerfontaine, Froidchapelle en Couvin**

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s, van de Ruimtelijke Ordening en het Bos,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, zoals zij werd gewijzigd bij de wet van 20 juni 1963, en bij koninklijk besluit van 10 juli 1972, inzonderheid de artikelen 1 en 10;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, inzonderheid artikel 8;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 17 november 1982;

Overwegende dat het algemeen belang, zowel voor de jacht als voor de bosbouw, van een jachtbeheer gesteund op een rationele selectie van het wild met het oog op de verbetering der soorten en het bekomen van een aanzienlijke vermindering van de aan het bos aangerichte schade;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de openingsbesluiten van de jacht voor de aanvang van de jachtperiode moeten worden getroffen;

Gelet op de hoogdringendheid,

## Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit geldt alleen voor het gedeelte van het grondgebied van de gemeenten Cerfontaine, Froidchapelle en Couvin, dat als volgt bepaald is :

## Gemeente Cerfontaine :

In het noorden : de « Chemin de Coriamont » tot aan de kruising met « le Revleumont ».

In het oosten : de rechteroever van de beek du Revleumont tot aan de kruising met de weg Géronsart-Cerfontaine, de weg Géronsart-Cerfontaine tot aan de grens van de eigendommen François-Leriche.

In het zuiden : de grens van de eigendommen François-Leriche, de grens van de eigendommen Dehanschutter tot aan de kruising van de weg Boussu-en-Fagne-Froidchapelle.

De rechteroever van de beek du Noir Spinol, tot aan de grens van het « Bois Rousseau » en du Walestru tot aan de kruising van de weg Boussu-en-Fagne-Froidchapelle.

Ten westen : directe rechte lijn Leers le Meni door de weg des Brebis tot aan de weg bij de kruising Virelles-Froidchapelle-Cerfontaine.

De weg van Virelles-Cerfontaine tot de buurtschap Hurteau tot de kruising Chemin Haut Fowia en tot de Vivi Piyet en Coriamont.

## Gemeente Froidchapelle, buurtschap Hurteau/Martinsart :

Ten noorden : de kruising met de Chemin Haut Fowia richting Virelles tot aan de beek de la Hante tot aan haar uitmonding bij de brug van Hamaides, met de beek Vivier du Gouverneur.

Ten zuiden : de brug van Hamaides, de beek Vivier du Gouverneur tot aan de kruising Cerfontaine en Haut Fowia.

## Gemeente Couvin, sectie Aublain :

Ten noorden : de kruising van het « Bois le Sire » en « Bois Madame » en de weg Géronsart, Aublain en Bois Madame.

Ten oosten : de grens Taille Fréchet tot aan de buurtschap la Baraque.

Ten zuiden : de beek du Gou en in het westen de vlakte van de gemeente Lompret, ten westen, de kruising van de gemeenten Aublain-Lompret langs het « Bois le Sire » tot de weg Boussu-en-Fagne-Aublain. Die weg tot de weg Cerfontaine-Aublain, de grens van het gemeentelijk bos van Aublain.

**Art. 2.** In het gebied bepaald in artikel 1, is bij afwijking op de bepalingen van artikel 1, a), van het ministerieel besluit van 29 mei 1984 betreffende de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1984-1985 in het Waalse Gewest en onverminderd de andere bepalingen van dit besluit :

a) de jacht op reeget en hertejong is toegelaten van 1 november tot en met 15 december;

b) de jacht op wild zwijn is geschorst van 1 januari tot 31 augustus. Is eveneens verboden de jacht op jong wild zwijn en op wijfjes met jong.

**Art. 3.** In het gebied bepaald in artikel 1 en bij afwijking op artikel 1 van het ministerieel besluit van 29 mei 1984 betreffende de opening en de sluiting van de jacht op reebok voor het seizoen 1984-1985 in het Waalse Gewest, is het verboden op reebok te schieten tijdens de maand mei. Bovendien wordt de jacht op reebok met gewei toegelaten van 1 september tot 15 november, maar dan enkel door oprijving of binnen de bossen.

**Art. 4.** Ter uitvoering van de bepalingen van het derde lid van artikel 10 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht, het vervoer van reeget en hertejong, is toegelaten van 10 tot en met 15 december en dit van reebok met gewei van 1 tot en met 30 september.

Het vervoer wordt slechts toegelaten tussen de plaats van de jacht en de woning van de jager en zulks op vertoon van een geldig attest voor zes uur opgesteld door een ambtenaar of agent van Waters en Bossen, een rijkswachter of boswachter verklarend dat het vervoerd dier één van de soorten is waarop de jacht toegelaten is krachtens artikelen 2 en 3 van huidig besluit.

Het attest is conform aan het aan huidig besluit bijgevoegd model en wordt op kosten van de houder vóór 1 januari 1985 verzonden aan de eerste aanwezende ingenieur-diensthoofd van Waters en Bossen van het district.

Het hierboven bedoeld vervoer mag slechts geschieden door de op het attest vermelde persoon en volgens de voorziene route.

**Art. 5.** Het is verboden het onder de in artikel 4 van huidig besluit bepaalde omstandigheden vervoerd wild te koop te stellen.

**Art. 6.** De in huidig besluit bepaalde afwijkingen worden slechts ten experimentele titel toegekend en uitsluitend voor het jachtjaar 1984-1985. Zij kunnen slechts worden verlengd na goedkeuring door de Minister van een omstandig verslag opgesteld door de groep « chasse Cerfontaine » en na controle door het Bestuur van Waters en Bossen.

Brussel, 6 juli 1984.

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s,  
van de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest.

M. WATHELET

Bijlage

## Getuigschrift voor het vervoer van reebok

(Toepassing van het ministerieel besluit betreffende de uitoefening van de jacht op bepaalde herten van het Waalse Gewest gelegen in een gedeelte van het grondgebied van de gemeenten Cerfontaine, Froidchapelle en Couvin.)

Ondergetekende (naam) (voornamen) .....  
 (hoedanigheid) .....  
 wonende te (adres) .....  
 verklaart dat (soort, geslacht en type) .....  
 vervoerd onder dekking van dit getuigschrift, werd geschoten te (gemeente) .....  
 op (datum) .....  
 door (naam en adres) .....

Dit getuigschrift is geldig voor de vierentwintig uur volgend op de hierná vermelde datum op de route van .....  
 naar .....  
 via .....

Te ....., de ..... 19...  
 (handtekening)

Zegel van de jacht  
 van Cerfontaine

Op kosten van de bestemming terug te zenden aan de e.a. ingenieur-hoofd van dienst van Waters en Bossen, te .....

Ons bekend en goedgekeurd om gehecht te worden aan het ministerieel besluit van 6 juli 1984.

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s,  
 van de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,  
 M. WATHELET

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 84 — 1570

4. JULI 1984. — Erlass der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zwecks Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 10. Oktober 1983 betreffend die Anerkennung der freien lokalen Rundfunksender im Gebiet deutscher Sprache

Wir, Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über die institutionellen Reformen der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, Absatz 1, so wie er durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeändert wurde;

Aufgrund des Erlasses mit Verordnungscharakter vom 27. Juni 1983 zur Festlegung der Anerkennungskriterien für freie lokale Rundfunksender, insbesondere der Artikel 7 und 8;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 10. Oktober 1983 betreffend die Anerkennung der freien lokalen Rundfunksender im Gebiet deutscher Sprache;

In Anbetracht der Dringlichkeit, begründet durch die Notwendigkeit, die aufgrund des Erlasses mit Verordnungscharakter vom 27. Juni 1983 geschaffenen Anerkennungsmöglichkeiten durch weitere verwaltungstechnische Verfahrensregeln zu ergänzen;

Auf Vorschlag Unseres Gemeinschaftsministers für Jugend, Ständige Weiterbildung, Kulturerbgut und Medien und nach Beratung der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 4. Juli 1984.

Beschliessen :

Artikel 1. Artikel 2 des Ministeriellen Erlasses vom 10. Oktober 1983 betreffend die Anerkennung der freien lokalen Rundfunksender im Gebiet deutscher Sprache wird wie folgt ersetzt :

• Dem Antrag muss folgendes beigelegt werden :

1° Eine Kopie der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Satzung der Vereinigung ohne Erwerbszweck;

2° Die in Artikel 7, § 2, des Erlasses angeführte schriftliche Verpflichtung;

3° Die Anschrift der in Artikel 6, § 1, bezeichneten Verantwortlichen der freien lokalen Rundfunksender;

4° Die Angabe des Sitzes des Rundfunksenders, des Standortes der Produktions- und Sendeeinrichtungen (eibegriffen Höhe der Antenne und geografische Koordinaten), sowie des Sendebereichs und der Reichweite des Senders;

5° Eine Begründung, deren Inhalt die Zielsetzung des Rundfunksenders, sowie die Art und Weise, wie dieser anhand seiner Satzung, seiner bestehenden oder gedachten Arbeitsweise und Aktivitäten, die im Erlass aufgestellten Bedingungen erfüllt, verdeutlicht;

6° Eine Aufstellung über die bestehende oder gedachte Programmierung, die benutzten oder vorgesehenen Sendezeiten, die benutzte(n) oder gewünschte(n) Sendefrequenz(en), das benutzte oder vorgesehene Sendezeichen;

7° Für die im Sinne von Artikel 9, § 1, a, schon tätigen Rundfunksender, das Datum der Inbetriebnahme;

8° Eine detaillierte Übersicht der Finanzlage des Rundfunksenders;

9° In Ausführung von Artikel 7, § 1, und Artikel 8 des Erlasses eine schriftliche Erklärung, in der die Verantwortlichen des Senders sich zu folgendem verpflichten :

a) Personen, die auf Wahllisten jeglicher Art als Kandidaten angeführt sind, dürfen ab dem Erscheinen dieser Wahllisten nur noch Musikprogramme moderieren;

b) Pro Sendetag werden während mindestens eines Viertels der Sendezeit selbstproduzierte Beiträge ausgestrahlt, die eine politische, soziale oder kulturelle Thematik zum Schwerpunkt haben und/oder der lokalen Animation dienen;

c) Mindestens einmal pro Monat findet eine öffentliche Redaktionssitzung statt : Ort, Termin und Inhalt dieser Sitzung werden über Sender mitgeteilt;